



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 FEVRIER 1990

N° 186

PRIX: 4 FF

AFRIQUE DU SUD



MANDELA

ENFIN

LIBRE

POUR SERVIR

DE CONCILIATEUR ?

SOMMAIRE

AU

VERSO



SOMMAIRE

é d i t o r i a l

AFRIQUE DU SUD: MANDELA ENFIN LIBRE!

POUR SERVIR DE CONCILIEUR?

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Sénégal: Wade proche de Le Pen
- Du nouveau pour les mandats?

Pages 5 et 6

-Mauritanie-Sénégal:
Manifestation contre le conflit

Pages 6 et 7

- La colère des étudiants face à leur avenir incertain.

Pages 8 et 9

-URSS: Le nationalisme, un piège pour les travailleurs

Pages 9 à 13

-L'intégrisme, une arme contre les travailleurs

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli fermé: 70 FF
- Pli ouvert: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT, B.P. 42
92114-CLICHY Cedex

Le 11 février, après 27 ans de prison, Nelson Mandela, le plus ancien et le plus célèbre prisonnier politique d'Afrique du Sud est enfin libéré! Bien entendu, cette libération, si longtemps attendue par les populations noires sud-africaines, est accueillie par celles-ci avec une grande joie. La libération de Mandela est d'ailleurs le fruit de leur lutte qui dure depuis plus de 15 ans.

En effet, malgré les répressions sanglantes, malgré les massacres, les populations noires n'ont jamais cessé de lutter, d'organiser des manifestations, des boycotts et des grèves -sans parler de nombreuses révoltes spontanées. Ces luttes et révoltes ont rendu la situation instable en Afrique du Sud. Mieux, il y a menace permanente d'une révolution. Ainsi, l'apartheid qui a été conçu comme un moyen de baillonner, d'enchaîner la population noire et de la rendre docile afin de lui imposer une exploitation sans limites, est devenu au contraire un obstacle à la stabilité nécessaire à l'exploitation capitaliste.

C'est pourquoi les dirigeants des plus gros trusts et certaines grandes puissances impérialistes ont poussé le pouvoir blanc à rechercher une solution politique pouvant ramener l'ordre et le calme. Alors, les dirigeants sud-africains ont pris quelques petites initiatives: la fin de "l'apartheid mesquin", la reconnaissance de fait de l'ANC interdit depuis 30 ans, la libération en octobre dernier de huit dirigeants (parmi les plus connus) de cette organisation et actuellement celle de Nelson Mandela.

Les dirigeants des pays impérialistes ont accueilli avec satisfaction cette nouvelle. Ils félicitent et encouragent De Klerk dans cette voie. Certains d'entre eux comme Bush et Thatcher invitent celui-ci et Mandela à faire une visite chez eux. Ils sont contents de la politique de compromis qui s'amorce et qui offre la possibilité de mettre peut-être fin à l'apartheid sans remettre en cause l'ordre bourgeois et l'exploitation capitaliste.

L'ANC est prêt à utiliser la confiance que lui accordent les populations noires pour encadrer celles-ci, canaliser leur mécontentement et empêcher un débordement quelconque de leur part. L'objectif de l'ANC étant d'obtenir une égalité formelle des droits pour les Noirs, cette organisation accepte volontiers la négociation si cela lui permet d'y arriver. Même si cet objectif est atteint, cela signifie seulement qu'il y aura un gouvernement à majorité noire apportant quelques changements pour des bourgeois noirs. Mais pour les pauvres des bidonvilles et les travailleurs des townships, qui ont lutté dans l'espoir qu'en mettant fin à l'apartheid, il y aurait une redistribution des richesses, une justice sociale, eux, ils risquent de se retrouver dans les mêmes conditions de vie misérables,

même s'ils ont le droit juridique d'aller vivre dans les quartiers riches.

C'est bien parce que l'ANC offre la garantie d'apaiser les populations et de rendre possible un changement sans heurt dans la continuité que les dirigeants sud-africains font de Mandela leur interlocuteur valable.

Mais il n'est pas dit que la négociation aille jusqu'au bout. Pour que cet objectif même limité aboutisse, il faudra peut-être mener d'autres luttes pour faire pression sur



De Klerk et autres.

Car la minorité blanche qui forme la base sociale de l'apartheid croit que la fin de ce régime raciste serait un changement radical et elle s'accroche à ses privilèges. Elle peut se laisser entraîner par l'extrême-droite qui prône le terrorisme et la violence pour empêcher tout changement.

Celle-ci affirme "ne pas se laisser conduire à l'abattoir comme des agneaux". C'est dire que si une bonne fraction de la minorité blanche se mobilise, elle peut faire pression sur De Klerk et l'amener à repousser la négociation à une date lointaine.

Donc s'il faudra des affrontements ou bien des difficultés, pour mettre fin à l'apartheid racial, à plus forte raison, pour détruire l'apartheid social, c'est-à-dire les inégalités et les injustices sociales, il faudra un bouleversement social, autrement dit une révolution.

Mais pour que celle-ci aboutisse, réellement à un changement social pour les pauvres des villes et de la campagne, il faut une organisation révolutionnaire des classes pauvres, qui cherche à changer la société et non pas simplement comme le veut l'ANC, à la réformer.



SENEGAL

ABDOULAYE WADE SE DIT PROCHE DE LE PEN

Le dirigeant du Parti Démocratique Sénégalais, Abdoulaye Wade interrogé par le mensuel africain "Amina" de février a fait entre autres la déclaration suivante au sujet de l'immigration africaine en France: "Je risque de vous décevoir, car en matière d'immigration, ma position est plus proche de celle de Jean-Marie Le Pen! Je suis contre l'immigration parce que nous ne pourrions pas résoudre nos problèmes en Afrique tant que nous continuons à exporter notre main-d'oeuvre et notre force de travail... Certes, il y a une part d'immigration qui est inévitable, mais dépasser le seuil de tolérance, et revendiquer une égalité de traitement (sécurité sociale, allocations familiales...) me paraît aberrant!"

En effet Wade adopte la même attitude que l'extrême-droite française qui s'insurge contre l'immigration en France. Pour lui, les pauvres d'Afrique ne doivent pas bouger de leur pays même si les gouvernements locaux ne font rien pour améliorer leur sort.

Effectivement, ces paroles sont celles d'un homme qui ne connaît pas la misère qui pousse à l'immigration. C'est un homme riche, avocat, originaire d'une famille de riches commerçants comme il le précise lui-même dans le même journal, avec l'ambition de prendre la place de Diouf.

Alors il se moque des problèmes des pauvres, et toutes les raisons qui les poussent à quitter leur famille et leur pays.

DU NOUVEAU POUR LES MANDATS ?

Le gouvernement sénégalais fait semblant de se réveiller pour trouver des solutions au problème des mandats. Il est question de remplacer la Poste par le Crédit Agricole. Dans un premier temps, seuls les travailleurs sénégalais de Rouen et du Havre seront concernés pour tester cette nouvelle procédure. Selon les responsables de ce projet, l'argent envoyé de France pourra être touché par le destinataire dans un délai de cinq jours au maximum.

Ces gens-là nous font miroiter le bon côté de cette procédure, mais ils ne nous disent rien sur le mauvais côté. Il faudra s'attendre à de nouvelles tracasseries et éventuellement à des frais supplémentaires, car le Crédit Agricole n'a pas l'habitude de jouer les mécènes.

Il y a une chose qui est sûre, c'est que si nous les travailleurs, nous ne faisons pas entendre notre colère à ces messieurs du gouvernement, notre problème des mandats restera lettre morte.

MAURITANIE - SENEGAL

CONTRE LE CONFLIT SENEGAL - MAURITANIE!

CONTRE LA DICTATURE D'OULD TAYA ET D'ABDOU DIOUF!

La "Coordination des Associations Africaines" organise une manifestation le 24 février à 15 heures à la Place de la République (à Paris) contre la situation de guerre qui prévaut dans la région du fleuve Sénégal, et contre la déportation des populations négro-africaines de Mauritanie au Sénégal.

Nous appelons les travailleurs mauritaniens, sénégalais, maliens et autres à descendre massivement dans la rue pour crier notre colère contre les massacres qui ont eu lieu en Mauritanie et aussi contre la tuerie des petits boutiquiers maures à Dakar lors des événements d'Avril 1989. Nous crierons aussi haut et fort contre la situation scandaleuse et criminelle dans laquelle le gouvernement réactionnaire d'Ould Taya maintient la population négro-africaine en Mauritanie.

Le gouvernement mauritanien continue à réprimer la population négro-africaine de la région du fleuve. Il continue à semer la terreur tout le long du fleuve Sénégal en tirant sur tous ceux qui veulent traverser le fleuve. Tout dernièrement, un certain nombre de villages comme Diamel, Padalal et autres ont été les cibles de l'armée d'Ould Taya.

La situation est dramatique pour les populations pauvres des deux pays. Des dizaines de milliers de gens sont entassés dans les camps des réfugiés de la région de Matam. Les populations vivaient déjà en grande majorité dans la misère en Mauritanie, mais le fait qu'on les a spoliées du peu qu'elles possédaient avant d'être déportées, cela rend encore plus dramatiques leurs conditions de vie.

Certains ont subi des tortures et des viols par l'armée du dictateur Ould Taya, d'autres ont vu leurs familles massacrées et leurs biens confisqués. Ce qui explique en grande partie la colère des populations négro-africaines

contre la politique de répression et de racisme du gouvernement d'Ould Taya.



Mais cela ne doit pas nous faire oublier que le gouvernement de Diouf a aussi sa part de responsabilité dans cette situation. Qu'a-t-il fait contre les tueries dont étaient victimes les petits boutiquiers maures de Dakar, de Kaolack et d'ailleurs? Qu'a-t-il fait contre le lynchage des porteurs d'eau maures? Pourquoi a-t-il confisqué tous les biens de ces petits boutiquiers? Pourquoi les a-t-il renvoyés, alors que certains étaient nés à Dakar et vivaient en paix avec la population sénégalaise?

Certes, le gouvernement de Dakar a regroupé des milliers de ces Maures dans les mosquées, dans les stades gardés par l'armée soi-disant pour les protéger.

Alors pourquoi les a-t-il renvoyés?

Certains disent, comme le gouvernement sénégalais, que c'était pour les protéger, car ils risquaient d'être massacrés par la population. D'autres ajoutent qu'il fallait le faire, car c'est le gouvernement mauritanien qui a renvoyé et massacré les ressortissants sénégalais en premier.

Tous ceux qui disent cela cautionnent en réalité la politique d'Abdou Diouf et ils refusent de dénoncer le sort qui est réservé aux petits boutiquiers et aux Haratines qui vivaient au Sénégal.

Aujourd'hui, un certain nombre de ces petits boutiquiers se trouvent dans des camps, dans les bidonvilles de Nouakchott et de Nouadhibou, eux aussi tous leurs biens ont été confisqués par les autorités sénégalaises.

Tout cela est le résultat de la politique dictatoriale et contre les pauvres des deux régimes. C'est une politique répressive, une politique de division des populations.

C'est pour condamner cette politique criminelle et protester contre cette politique d'exploitation et d'oppression que nous appelons les travailleurs africains à descendre dans la rue.

LA COLERE DES ETUDIANTS FACE A LEUR AVENIR INCERTAIN

Le 9 février dernier, au cours d'une manifestation décidée par les étudiants de l'université de Niamey au Niger, il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre. Celles-ci ont tiré sur les manifestants et il y a eu, semble-t-il, entre cinq et dix morts et plusieurs blessés. Cette grève des étudiants du Niger a eu lieu juste après celle déclenchée le 16 janvier par les étudiants et les élèves de Libreville au Gabon, qui avait pris la tournure d'une véritable émeute avant que les autorités locales n'arrivent à la juguler. Mais déjà, bien longtemps avant les récents événements, d'autres pays africains avaient déjà eu à faire face à des grèves d'étudiants. C'était le cas du Sénégal, du Bénin, en Algérie, en 1988, et du Zaïre, en 1989.

De Dakar à Niamey, en passant par Alger, Cotonou, Libreville, etc, toutes ces grèves tournaient autour des mêmes problèmes que rencontrent les étudiants dans les différentes universités: la réduction du montant des bourses ou leur non paiement, le manque de professeurs et des ouvrages universitaires, l'insuffisance de la formation, la précarité des conditions de travail, les mauvaises conditions alimentaires dans les restaurants universitaires, l'état défectueux des sanitaires, etc. Mais à cela s'ajoute le fait que les étudiants, dans la plupart de ces pays, s'inquiètent pour leur avenir.

Avant, l'université était une sorte de sésame qui ouvrait toutes les portes de la fonction publique et de la réussite. Mais cela n'est plus le cas aujourd'hui. Il n'y a plus de place dans les différentes fonctions publiques. Beaucoup de diplômés sont au chômage et sillonnent les capitales de ces pays avec leur licence, leur

maîtrise ou leur doctorat en main pour chercher un poste quelque part, mais en vain. Et cela fait peur aux étudiants actuels parce qu'ils risquent de connaître le même sort.

Si les problèmes des étudiants sont les mêmes, les raisons de leur mécontentement et leur explosion de colère sont les mêmes également. Elles prennent racine dans une situation de crise économique et sociale que connaissent tous ces pays concernés. L'ensemble des pays africains dont l'économie ne tient que grâce à l'exportation des matières premières subissent de façon dramatique les conséquences de la chute des prix de leurs produits.

Au Sénégal, au Gabon, au Niger, dans tous ces pays qui viennent d'être secoués par des grèves, sous le contrôle du FMI, les pouvoirs appliquent des programmes d'ajustement dont les victimes sont les masses laborieuses à qui on impose de se serrer un peu plus la ceinture. On diminue les salaires des travailleurs ou on les bloque, on licencie aussi bien dans les entreprises qu'à la fonction publique, et en même temps on augmente les frais de scolarité, les prix des médicaments et des denrées alimentaires, etc.

Jusqu'à ces dernières années, les étudiants étaient choyés par les régimes. On leur donnait des conditions de vie de loin supérieures à la moyenne de la population. Le montant de certaines bourses dépassait de loin le maigre salaire d'un travailleur qui doit faire vivre de plus tout un foyer.

C'est ainsi que les étudiants apprenaient leur vie de privilégiés avant même d'être installés dans une carrière. Mais avec la crise, leurs conditions de vie et d'études se sont dégradées et la carrière est devenue un mirage pour la plupart d'entre eux. Alors ils ont raison de se battre pour leurs intérêts même catégoriels, même ceux des petits bourgeois qu'ils sont, même ceux des serviteurs de la bourgeoisie qu'ils sont destinés à être.

Les régimes les répriment comme ils répriment tous ceux qui osent les contester. Mais les étudiants, même pour des raisons d'efficacité de leur lutte, ne cherchent pas à lier leurs revendications à celles de l'ensemble des pauvres. Ils montrent ainsi qu'ils sont différents des catégories sociales exploitées.

Cependant, comme l'ont montré ces différentes grèves qui ont coûté la vie à quelques-uns d'entre eux, certains étudiants peuvent être sincèrement révoltés par ce qui se passe dans nos pays.

Chaque pays africain est, à sa manière, une Roumanie, avec un Ceaucescu à sa tête. Et, du jour au lendemain, nos pays peuvent être le théâtre d'une révolte populaire. Alors s'il y a des étudiants qui sont réellement révoltés, qui ne hurlent pas seulement pour se faire mieux entendre par les Bongo, Diouf, Mobutu, Habré et autres afin de solliciter une petite place, un petit tabouret à côté de leurs fauteuils sanglants, eh bien! ces étudiants-là doivent choisir le camp des prolétaires. Ceux qui, dès aujourd'hui, auront choisi le camp des pauvres, seront utiles demain quand les opprimés d'Afrique se mettront en branle et chercheront non pas du bla-bla, mais des idées en guise d'armes pour briser leurs chaînes et changer leurs conditions de vie.

Les exploités n'ont pas besoin des Zoro, des sauveurs et autre messie pour les libérer de la chaîne de l'exploitation. C'est par leur propre lutte qu'ils se libéreront. Les intellectuels sincèrement révoltés par cette société injuste ont leur place dans cette lutte. Ils peuvent se mettre au service des opprimés dans l'accomplissement de cette tâche, les avertir contre leurs faux amis, les anciens et nouveaux profiteurs qui chercheront à récupérer leur lutte, afin que le combat des pauvres aille jusqu'au bout pour changer la société de fond en comble, dans l'intérêt non seulement des masses laborieuses, mais aussi de celui des étudiants.

URSS

LE NATIONALISME, UN PIEGE POUR LES TRAVAILLEURS

Peu après son arrivée au pouvoir en avril 1985, Gorbatchev, sous la pression de la crise économique et du mécontentement grandissant des populations, a entrepris de réformer le système soviétique. Cette politique, connue sous le nom de la perestroïka, parle de démocratisation du régime, admet certaines critiques faites à l'encontre des dirigeants; elle accorde une certaine liberté de parole, de presse et même d'associations, choses qui, sous le régime de Staline et ses successeurs, conduisaient droit en prison ou à l'exil.

Profitant de cette liberté toute relative, des organisations nationalistes qui n'osaient pas s'exprimer relèvent leur tête. Ainsi, plusieurs républiques du Caucase, sous la poussée des nationalistes, réclament leur indépendance: la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie. Quant à Nakhitchévan, petite république enclavée dans l'Arménie, elle a unilatéralement proclamé son indépendance. Dans les républiques baltes (l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie), la même revendication d'indépendance ou d'autonomie du moins, agite périodiquement la scène politique.

C'est en Azerbaïdjan que la situation a tourné au drame. L'armée russe est intervenue militairement à Bakou pour s'interposer, semble-t-il, entre Arméniens et Azéris qui s'affrontent les armes à la main. Il y eut des dizaines de morts et des centaines de blessés de part et d'autre.

Cette brusque montée des revendications nationalistes, illustrée parfois par des affrontements ethniques sanglants comme dans le Caucase, a des origines lointaines. Sous le tsar Nicolas II par exemple, des peuples entiers étaient soumis par les armées russes. Le tsar avait imposé à ces peuples sa dictature et la domination des Grands-russiens, c'est-à-dire la loi des colonisateurs. Mais ces peuples soumis ne cessaient pas de revendiquer leur origine, d'affirmer leur culture. Ils ne cessaient pas de réclamer leur indépendance. Déjà, sous le tsar, des révoltes éclataient çà et là, vite réprimées dans le sang par les armées tsaristes.

La révolution d'octobre 1917 en Russie avait mis fin au problème des minorités nationales. Du moins provisoirement. Elles avaient choisi en toute liberté et sur une base égalitaire de faire partie des républiques soviétiques au lendemain de cette révolution, sur la proposition des bolcheviks. Selon cette proposition, les minorités nationales, autrefois sous la domination du tsar, avaient le libre choix soit de faire partie de la Russie soviétique, soit de choisir leur indépendance.

Mais l'arrivée au pouvoir d'une couche de dirigeants bureaucrates qui n'avaient rien de commun avec le communisme allait changer la situation des minorités nationales. Avec des dirigeants comme Staline, Khrouchtchev ou Brejnev, les minorités nationales allaient se sentir opprimées à nouveau. Et plus le temps passe, plus ce sentiment d'oppression allait grandir dans les milieux nationalistes. Il a fallu la politique de Gorbatchev, la perestroïka pour que ces sentiments éclatent au grand jour.

Les premiers à tirer profit de la remontée de ces idées sont bien sûr des dirigeants nationalistes qui espèrent jouir de cette politique. Les réformes entreprises par Gorbatchev menacent les privilèges et acquis sociaux des dirigeants nationalistes dont la plupart détiennent des postes soit dans l'administration locale, soit au gouvernement central comme députés, ministres, représentants de diverses organisations, etc.

Ceux qui s'opposent à ces réformes, les conservateurs de façon générale, ont peur de perdre la confiance de Gorbatchev et leur place; ils ont également peur des prochaines élections locales qui se dérouleront dans tout le territoire afin de remplacer les quelque trois millions d'élus.

Dans ces revendications nationalistes, il s'agit en réalité pour les dirigeants, beaucoup plus de leurs intérêts personnels qu'une lutte pour l'indépendance ou l'autonomie. Ils se battent surtout pour garder les positions principales, avantageuses dans l'administration locale ou centrale; mieux, pour acquérir d'autres postes-clés.

Les nationalistes, ayant déjà un poste dirigeant ou cherchant à y accéder, se servent des pauvres comme de chair à canon pour arriver à leurs fins personnelles. Les travailleurs, qu'ils soient d'une ethnie ou d'une autre; qu'ils soient du Caucase ou des régions baltes n'ont rien à gagner en se rangeant derrière ces nationalistes de tout poil.

L'INTEGRISME, UNE ARME CONTRE LES TRAVAILLEURS

L'intégrisme musulman progresse dans de nombreux pays, pas seulement au Proche ou Moyen Orient où il s'est implanté depuis longtemps, mais aussi au Maghreb, en Asie (comme au Pakistan ou au Bangladesh) voire jusqu'en URSS, en Azerbaïdjan. Il pousse également en Afrique noire, comme au Nigéria ou au Soudan. Il a pénétré jusqu'au coeur même des capitales métropolitaines comme Londres ou Paris. On l'a vu à la suite de la publication des "Versets sataniques" de Salman Rushdie ainsi que dans l'affaire du foulard islamique.

Tout dernièrement, en Algérie, le mouvement des intégristes regroupés sous la bannière de la Ligue de la Daawa Islamiste (dont fait partie le nouveau parti du Front Islamique du Salut) a organisé une grande manifestation. Plus de cent mille femmes couvertes du foulard ou du voile islamique ont manifesté devant le siège de l'Assemblée Nationale à ALger. Elles étaient encadrées par deux cordons de barbus musclés.

Cette manifestation était organisée pour contrecarrer une autre, celle des féministes qui ont protesté contre le "code de la famille" (une loi réactionnaire adoptée en 1984, consacrant le droit à la polygamie et l'infériorité de la femme). Les dirigeants intégristes disent qu'il est hors de question de remettre en cause le "code de la famille". Ils veulent que la charia (la loi islamique qui consiste par exemple à mutiler les voleurs) soit appliquée en Algérie.

Ces islamistes ne se contentent pas seulement de protester et de dire leurs opinions réactionnaires sur les femmes et sur la société en général mais ils agissent également comme de vraies bandes facistes. Actuellement ce sont surtout les femmes, celles qui n'entrent pas dans leurs "normes" qui en font les frais.

Récemment plusieurs cas d'agression contre les femmes ont été recensés. Le domicile d'une militante de l'Association pour l'émancipation de la femme, enseignante à Annaba, a été incendié. A Mascara, une infirmière a été grièvement brûlée par son frère qui voulait la dissuader d'exercer son métier. A Ouargla, la maison d'une femme vivant seule a été incendiée, son bébé y a trouvé la mort. Le 23 novembre dernier, quatre jeunes filles ont été lacérées au visage, à coups de rasoir par un fanatique. A l'université d'Alger, les étudiantes portant des pantalons sont souvent agressées par d'autres étudiants islamistes.

La chanteuse portugaise Linda de Suza n'a pas pu se produire à ses deux concerts prévus les 13 et 14 décembre dernier. Elle aurait reçu des menaces venant des milieux islamistes l'accusant d'être "juive". Une pièce de théâtre programmée pour le 23 décembre à M'Sila a dû être annulée suite aux mêmes pressions des intégristes qui accusent l'auteur d'être "kabyle", communiste et membre du RCD". (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie).

Dans une région de Kabylie, les intégristes ont réussi à faire interdire par les autorités locales, toutes ventes de boissons alcoolisées. Certains pâtisseries ont reçu des menaces parce qu'ils avaient placé des "bûches de Noël" dans leurs vitrines, à l'occasion des fêtes de fin d'année. Ils ont été obligés de les retirer et d'arrêter d'en vendre.

Dans le Maghreb, c'est en Algérie que le mouvement intégriste se manifeste le plus violemment, mais le Maroc et la Tunisie n'en sont pas épargnés. En Tunisie, même si jusqu'à présent le pouvoir qui se dit "laïc" ne reconnaît pas les partis politiques faisant de l'islam leur programme, les intégristes existent bel et bien, et progressent notamment dans les centres urbains.

Lors des élections de l'année dernière, les représentants du mouvement de la Tendance Islamique interdit, s'étaient présentés sous d'autres étiquettes. Ils ont fait un score électoral assez important dans les grandes villes où ils ont parfois dépassé les 20%.

Les dirigeants de ce mouvement comme leurs frères d'Algérie critiquent l'occidentalisation des moeurs du pays. Ils n'hésitent pas, y compris à critiquer les dirigeants du pays ainsi que la bourgeoisie tunisienne de s'être trop tournés vers l'occident. De cette manière, ils attirent la sympathie des petites gens des villes qui peuvent trouver dans les discours "anti-occident" des intégristes, des explications à leur misère.

La publication du coran en bandes dessinée en janvier dernier par le tunisien Youssef Seddik a été une autre occasion pour les islamistes tunisiens

de faire parler d'eux en qualifiant cette bande dessinée d' "oeuvre impie". Selon eux, personne n'a le droit d'illustrer la "parole divine" et les "mystères" qui seraient dans le coran.



En Afrique, outre le Maghreb, le Soudan et le Nigéria sont eux aussi le théâtre de la montée intégriste. Au Soudan, la junte militaire arrivée au pouvoir à la suite du coup d'Etat de juin 89 ne cache pas sa sympathie envers les intégristes. Elle a adopté la charia. Les militaires au pouvoir dont le régime est menacé par une contestation sociale qui dure depuis plusieurs mois et qui de plus doit faire face à la lutte armée au sud du pays, ont besoin de l'appui des intégristes. Khartoum a été plusieurs fois paralysée par des grèves.

L'année dernière le gouvernement a voulu augmenter brusquement le prix des denrées de base de plus de 100%. La réaction des travailleurs a été violente. Ils ont arrêté de travailler. Ils ont manifesté. Le gouvernement a dû reculer.

Mais une fois la contestation calmée, il est revenu à la charge. En septembre, le pain ainsi que d'autres aliments de base ont cessé d'être subventionnés. Le prix du sucre a été augmenté de 140% un peu plus tard. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets. La contestation sociale qui n'était pas totalement éteinte a repris. Le 27 novembre une manifestation a été organisée à Khartoum contre les mesures d'austérité. C'est alors que la junte militaire a utilisé ses "milices islamistes" déguisées en "comités populaires" pour intimider et frapper les

contestataires. Les militants islamiques qui composent ces comités se recrutent aussi dans les milieux universitaires où ils sont puissamment organisés. Le 7 décembre dernier une manifestation organisée au départ pour protester contre le meurtre d'un étudiant par des intégristes musulmans s'est transformée en une manifestation contre le pouvoir. Elle a été réprimée. Il y aurait eu deux morts et six blessés parmi les étudiants.

Ainsi donc les intégristes au Soudan montrent leur vrai visage, à savoir: empêcher et réprimer toute velléité de la classe ouvrière à défendre ses intérêts par la lutte.

Au Nigéria, dans les Etats du nord à majorité musulmane comme à Kano, plusieurs émeutes à caractère religieux ont eu lieu les années précédentes. Les dignitaires religieux, de véritables princes féodaux, très riches, s'appuient sur l'islam pour faire valoir leurs intérêts auprès de l'Etat. Le gouvernement militaire, tout en prétendant préserver l'Etat "laïc", leur laisse les mains libres. Ainsi la charia est appliquée dans certains Etats du Nord. Le gouvernement cède d'autant plus facilement aux exigences des dirigeants religieux que ceux-ci exercent une forte influence au sein des masses pauvres des grandes villes. Les émeutes de Kano ont montré à quel point une petite étincelle peut suffire à embraser les quartiers populaires.

Même quand les militaires font semblant de résister à la pression intégriste, en réalité ils sont bien contents qu'ils existent au Nigéria. Ils leur sont utiles pour faire accepter la misère à une population qui a atteint la centaine de millions d'habitants.

Au Sénégal, les mouvements islamistes font partie du paysage politique local, sous forme de confréries. Ces confréries puissantes, les mourides et les tidianes ont des tentacules jusqu'à l'intérieur du pouvoir et des partis politiques. Même du temps du très catholique Senghor, celui-ci avait besoin de l'appui des grands marabouts pour asseoir son pouvoir.

Diouf n'a fait qu'appliquer la leçon de son prédécesseur. Lors des élections, il demande au grand khalife des mourides de prononcer un "N'diguel" (l'ordre divin en quelque sorte) pour que les fidèles votent selon son commandement. Les dirigeants religieux qui possèdent d'immenses fortunes exercent une réelle pression sur la population.

Jusqu'à présent le Sénégal n'a pas connu un phénomène semblable à ce qui se passe en Algérie actuellement. Bien que possédant des publications et ayant droit de cité dans les médias d'Etat, ces mouvements ne se sont pas encore constitués en partis politiques. Jusqu'à présent ils se contentent d'appuyer la politique du régime. (Certains marabouts ont choisi le camp de Wade, l'opposant principal de Diouf). Mais il n'est pas exclu que demain, si la situation est particulièrement favorable, ils ne soient pas tentés d'agir pas seulement pour soutenir tel ou tel candidat mais présenter leur propre programme politique.

La situation actuelle au Sénégal est justement une situation de crise. Le blocage des salaires, la baisse des effectifs dans la fonction publique, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, les mauvaises conditions d'enseignement provoquent un mécontentement dans la population. Durant deux ans, le gouvernement a dû faire face à la contestation des étudiants. Les organisations ouvrières, syndicales et politiques capables de mobiliser les travailleurs et de donner des perspectives politiques à cette crise font cruellement défaut.

Bien qu'il existe de nombreux partis politiques d'opposition au Sénégal, il n'en existe aucun pour donner de réelles perspectives aux exploités. Face à ce vide d'organisations ouvrières dans une situation de crise économique, les intégristes ont la voie libre. Il y a des signes qui permettent de croire que ceux-ci poussent leur pions.

... / ...

L'université de Dakar qui était jusqu'à présent considérée comme haut lieu de la laïcité possède maintenant sa propre mosquée, à l'intérieur du campus, animée par des étudiants islamistes. Ceux-ci ont installé jusqu'à l'extérieur de la mosquée des hauts parleurs pour amplifier la voix de l'imam.

Ils font ainsi leur propagande, quitte à nuire à la tranquillité de ceux qui ne désirent pas l'entendre. Cela a déjà provoqué des conflits entre les islamistes et d'autres. Les étudiants hostiles à l'existence de la mosquée à l'intérieur du campus ont porté l'affaire devant le recteur de l'université. Ce dernier a donné raison aux partisans de la mosquée.

Ceci n'est qu'un cas isolé mais c'est ainsi que les intégristes progressent. Quand ils sont faibles, ils se présentent comme les victimes de "l'intolérance des autres". Et quand le rapport de force leur devient favorable, alors ils sont capables d'écraser les autres. Le fait que le pape n'ait pas effectué un voyage au Sénégal illustre aussi la montée de cet intégrisme.

Le pape est allé au Cap Vert, en Guinée Bissau et au Mali mais pas au Sénégal alors que la communauté chrétienne y est plus forte qu'au Mali. Le gouvernement, sous la pression des dirigeants musulmans a préféré ne pas inviter le pape. Diouf préfère se plier au diktat de certains dirigeants musulmans plutôt que de courir le risque de s'opposer à eux. Les dirigeants religieux qui jusqu'à présent ont su être dociles au pouvoir tout en obtenant des avantages bien palpables peuvent demain se présenter comme des porte-parole du mécontentement populaire et utiliser ce mécontentement social à leur profit.

La montée des mouvements intégristes dans de nombreux pays, éloignés parfois des milliers de kilomètres n'est pas un phénomène du hasard. L'intégrisme pousse sur le terreau de la crise économique qui frappe de plus en plus les pays pauvres. Les millions de déshérités qui s'entassent dans des bidonvilles, les millions de travailleurs qui voient se dégrader presque au jour le jour leurs conditions de vie constituent un vivier pour la propagande des idées réactionnaires des intégristes, et cela d'autant plus que les organisations de classes y sont complètement absentes.

Les intégristes tentent de canaliser la colère des exploités vers une voie qui se retourne contre les exploités eux-mêmes. Ils font tout pour que les exploités ne prennent pas conscience des vraies causes de leur misère, à savoir l'exploitation capitaliste.

Pour eux, les responsables de tout ce qui ne va pas, c'est le non respect des "valeurs islamiques", c'est "l'occidentalisation", c'est le socialisme ou le communisme.

Au début ils s'en prennent à des symboles et dès qu'ils en ont la possibilité, ils baillonnent toute la population en commençant par les femmes, les militants syndicalistes, les ouvriers comme l'a fait le régime de Khomeiny en Iran.

La société capitaliste en crise favorise l'émergence de ces mouvements qui en fin de compte servent à la bourgeoisie, à l'impérialisme, pour mettre au pas les exploités, dans les pays où les dictateurs en place n'arrivent plus à jouer leur rôle.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.